

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.
www.viettan.org

Appel au boycott des élections législatives vietnamiennes du 20 mai 2007



Cinquante-cinq associations et organisations à l'intérieur comme à l'extérieur du Vietnam, appellent ensemble à boycotter les élections législatives du 20 mai 2007. C'est le message des 55 associations et organisations ayant signé ensemble « **L'appel à boycotter les élections législatives du**

20-05-2007 ». Ces organisations se trouvent au Viêt Nam, en Europe, en Asie, en Amérique du Nord et en Australie et elles sont divisées en plusieurs sections : politique, social, spécialistes, communautaire.

à la diffusion de ces méthodes de boycottage des élections législatives auprès de leurs amis et familles résidant au Viêt Nam.

La création du Bloc 8406 date exactement d'un an. Nous avons volontairement choisi ce jour anniversaire pour signer cet appel. Nous voulons exprimer notre soutien au Bloc 8406 afin que chaque individu et chaque organisation se batte pour un Viêt Nam démocratique. En ce jour, nous souhaitons partager avec tous les vietnamiens l'exécration de ces images du 30 mars dernier, prises lors du « procès » dans lequel les autorités vietnamiennes ont bâillonné le Père Nguyen Van Ly, un des fondateurs du Bloc 8406.

Cet appel demande au peuple vietnamien de refuser la participation aux élections antidémocratiques. Puisque le gouvernement communiste vietnamien a utilisé la force pour avoir le monopole sur les média du pays alors cet appel doit être transmis au plus de monde possible.

De plus, les organisations citées ci-dessous invitent les vietnamiens d'outre-mer à participer

Sommaire

- 1 Appel au boycott des élections législatives vietnamiennes
- 3 Le PDC et le PR accueillent le parti Viêt Tân
- 5 La police vietnamienne empêche des épouses de dissidents de rencontrer Loretta Sanchez
- 6 La répression contre les défenseurs des droits de l'homme « dérange » les USA
- 7 L'écrivain Tran Khai Thanh Thuy est arrêtée
- 7 L'USCIRF recommande la réinscription du Viêt Nam sur la liste noire
- 8 La classe politique internationale continue de soutenir les dissidents vietnamiens
- 13 35 grèves au Viêt Nam en 3 mois
- 14 Un Viêt Nam pas si nouveau
- 15 Réponse du Viêt Tân face aux attaques du régime communiste vietnamien



Affiche du « Parti Pour le Peuple » à Sài Gòn (sur une cabine téléphonique publique devant l'université de droit) et à Hà Nội (sur une colonne électrique de la poste). La date « 20-5 » barrée et juste en dessous, les mots « Le Parti désigne, le Peuple vote ».

Appel au boycott des élections législatives du 20-05-2007

DES ÉLECTIONS DÉLOYALES

Le déroulement des élections législatives du 20 mai prochain est un acte anticonstitutionnel orchestré par le parti communiste vietnamien. Le parti communiste place délibérément ses intérêts au dessus de ceux de la Patrie et du Peuple. De même, il a supprimé le droit du peuple de pouvoir choisir son vrai représentant dans une élection égalitaire et libre. L'Assemblée nationale ne représente pas véritablement le peuple si Le Parti Communiste Vietnamien (PCV) continue à nommer les candidats à la place du peuple.

Le Parti réserve à ses membres 90% des sièges. Les 10% restants sont laissés à des candidats indépendants. Mais c'est le gouvernement vietnamien qui se donne le droit d'accepter ou non les candidatures indépendantes. Sur les 238 candidatures indépendantes à Hà Nội et Sài Gòn, seules 13 ont été retenues par les autorités.

Ce comportement antidémocratique est confirmé le 21 mars 2007 durant une réunion interne du PCV, à travers l'annonce de son Secrétaire Général, Nong Duc Manh : « ...j' appelle l'Assemblée de la 21^{ème} session à ne pas laisser entrer le jeu démocratique. Ce serait très dangereux ».

C'est la meilleure façon pour diffuser l'appel car les billets de banque circulent très rapidement, d'une main à une autre. Chacun peut participer en écrivant sur le plus grand nombre de billets possible.

BOYCOTTONS ET NE PARTICI-PONS PAS AUX ÉLECTIONS

Pour les raisons précédemment évoquées, le mouvement démocratique dans le pays, y compris le Bloc 8406, a appelé le peuple vietnamien à s'opposer à ces élections. Voici deux des méthodes que nous préconisons :

- boycotter en refusant d'aller voter,
- voter avec un bulletin barré pour montrer son opposition ou voter blanc

Par ailleurs, nous invitons les vietnamiens à rayer la date « 20-5 » figurant sur les affiches qui appellent à participer aux élections. Les photos ci-dessous montrent des tracts distribués dans les lieux publics ou des affiches comportant des rayures.

(Les méthodes indiquées ci-dessus ne sont qu'un début. Pour que cet appel soit entendu par des millions de vietnamiens, pour intensifier l'action, l'aide de tous est indispensable. D'ores et déjà, on peut trouver cette même méthode écrite sur des billets vietnamiens. Voir la photo 2 ci-dessous.

Cette action serait sans fondement dans les pays démocratiques. Mais au Vietnam, le gouvernement prive le peuple de sa liberté d'expression et le pousse donc à utiliser ce genre de méthodes pour s'exprimer.

COMMUNIQUEZ CETTE MÉTHODE À TOUT LE MONDE

Nous, soussigné associations vietnamiennes à l'intérieur comme à l'extérieur du Viêt Nam, ainsi que communautés d'outre-mer, appelons :

1/ le peuple vietnamien à boycotter et à ne participer en aucune manière à ces élections législatives,

2/ chaque vietnamien à diffuser ce message de boycottage à tous ses amis, avec tous les moyens disponibles comme le téléphone, les envois de sms et la méthode « barrer la date 20/5 sur les billets de Dong »

3/ les vietnamiens d'outre-mer à communiquer ces messages à leurs familles et amis résidant au Vietnam, en utilisant le téléphone, les lettres, en envoyant des sms, etc.

La création du Bloc 8406 date exactement d'un an. Nous avons volontairement choisi ce jour anniversaire pour signer cet appel. Nous voulons exprimer notre soutien au Bloc 8406 afin que chaque individu et chaque organisation combatte pour un Viêt Nam démocratique. En ce jour, nous souhaitons partager avec tous les vietnamiens l'exécration de ces images du 30 mars dernier, prises lors du « procès » dans lequel les autorités vietnamiennes ont bâillonné le Père Nguyen Van Ly, une des figures majeures du Bloc 8406.

Le 8 avril 2007

La liste des organisations signataires de cet appel est disponible sur www.viettan.org



Le Parti Démocrate-Chrétien et le Parti Radical Genevois reçoivent le parti Viêt Tân à Genève



De gauche à droite: Sonia Gatti, Philippe Glatz, Pierre Marti, Do Hoang Diem, Jean-Marc Comte, Nguyen Ngoc Bao.



De gauche à droite : Thierry Oppikofer, Pierre Maudet, Do Hoang Diem, Nguyen Ngoc Bao

MARDI 17 AVRIL 2007

La délégation du Viêt Tân en Europe, menée par son président, M. Diem Do, a été chaleureusement reçue par le Parti démocrate-chrétien (PDC) dans ses locaux à Genève.

Dans son discours d'accueil, M. Philippe Glatz, président du Parti démocrate-chrétien, a souligné les objectifs communs du Viêt Tân et du PDC, les deux partis ayant établi leurs fondations sur des valeurs humaines et militant l'un comme l'autre pour un monde meilleur.

« Nous n'oublierons jamais le soutien enthousiaste que vous avez témoigné à l'égard du mouvement démocratique au Viêt Nam ces dernières années, et c'est également vous qui avez aidé sans relâche les réfugiés vietnamiens en Suisse pendant les vingt dernières années », a déclaré M. Do en réponse.

« Pendant des années, le Viêt Tân et le Parti démocrate-chrétien ont maintenu une proche collaboration en militant pour les droits fondamentaux et la démocratie. Nous espérons que cette amitié entre les deux partis se renforcera avec le temps et conduira à l'amitié entre le peuple Suisse et le Viêt Nam. »

Afin de mieux informer le Parti démocrate-chrétien de la situation des droits de l'homme au Viêt Nam, la délégation du Viêt Tân a fait un compte rendu exhaustif concernant le mouvement démocratique au Viêt Nam, en particulier sur la récente campagne d'oppression politique du gouvernement vietnamien à l'encontre d'activistes pacifistes. La fameuse photo du Père Nguyen Van Ly, la bouche couverte par la police vietnamienne lors de son procès qui eut lieu le 30 mars, a également été montrée.

M. Pierre Marti, ancien prési-

dent du Conseil municipal de la ville de Genève, et M. Jean-Marc Comte, élu de la ville du Grand-Saconnex, ont été cités durant la présentation pour leur soutien et leur contribution active aux activités du Viêt Tân ainsi que pour les valeurs communes partagées par les deux partis. En signe de bonne volonté et d'amitié, M. Diem Do a décerné le titre de membre d'honneur du parti Viêt Tân à messieurs Pierre Marti et Jean-Marc Comte. Tous deux se sont déclarés touchés et se sont engagés à un soutien inconditionnel aux activités pro-démocratie du Viêt Tân.

La délégation du Viêt Tân eut ensuite l'occasion de rencontrer Mme Anne-Marie Von Arx, élue PDC et candidate au Conseil administratif de la Ville de Genève lors de la réception qui suivit. Une occasion pour le président du Viêt Tân d'évoquer et de discuter de nombreux sujets en rapport

avec la situation économique, sociale et politique du Viêt Nam, avec Mme Von Arx ainsi qu'avec les journalistes présents à la réception.

LE MERCREDI 18 AVRIL 2007

Les dirigeants du Parti Radical genevois ont largement ouvert les portes de leur siège pour accueillir la délégation du Parti Viêt Tân menée par son président M. Do Hoang Diem. Le Parti Radical est un des partis ayant un rôle important dans la vie politique autant au niveau cantonal que suisse. Il prône le

respect des droits humains et le respect de la liberté. C'est par ces convergences des valeurs humaines et d'esprit de renouveau que Viêt Tân et Radicaux se sont rapprochés en la personnalité de Michel Rossetti et de Thierry Oppikofer à travers leurs engagements de longue date aux côtés des Vietnamiens.

Le dynamique et jeune président radical, M. Pierre Maudet a salué la rencontre historique avec le président du Parti Viet Tan en déclarant : « Accueillir le Parti Viêt Tân aujourd'hui dans les locaux du Parti Radical genevois est un honneur et un devoir ».

Avant la remise des cadeaux-souvenir au président Pierre Maudet et au secrétaire général Bernard Favre, M. Do Hoang Diem, a vivement remercié le Parti Radical genevois de son accueil et

souligne que la diaspora vietnamienne ne peut oublier les efforts du Parti Radical en faveur de la démocratie et les droits de l'homme au Vietnam. Il remercie particulièrement deux personnalités radicales qui pendant près de

que le Parti Viêt Tân ici présent dont il est membre d'honneur, s'est fait traité de tous les mots par les dirigeants vietnamiens, y compris celui de «terroriste». Ce qui ne manquait pas de faire sourire toute la salle.



MM. Jean-Marc Comte, Thierry Oppikofer, Pierre Marti et Michel Rossetti reçoivent le titre de membre d'honneur du Parti Viêt Tân

vingt ans ont épaulé les vietnamiens dans leur juste cause. Il poursuit: « M. Michel Rossetti, M. Thierry Oppikofer, je voudrais vous remercier et vous honorer pour les innombrables efforts que vous aviez réservés à la diaspora vietnamienne dans sa quête pour la démocratie et pour les droits de l'homme. Aujourd'hui, j'ai le grand privilège et le grand honneur de vous déclarer Membres d'Honneur du Parti Viêt Tân.»

Michel Rossetti, ancien maire de Genève et Thierry Oppikofer, président et co-fondateur du Comité Suisse-Vietnam, non sans émotion, se disent très heureux d'être honorés de ce titre. Ils rappellent brièvement leurs parcours avec la communauté vietnamienne. Pour conclure son discours et pour apporter une note d'humour, M. Oppikofer annonce

Un résumé sous forme de slide-show sur la situation actuelle au Vietnam a été présenté : arrestations, grèves et création du Bloc 8406 (dont M. Oppikofer en a évoqué dans son discours). Et surtout la fameuse photo qui a choqué le monde entier, celle du Père catholique Nguyen van Ly baillonné par un policier en civil pendant son procès daté il y a quelques jours, le 30 mars 2007

au Vietnam.

Après la partie officielle, le président du Viêt Tân a répondu aux interviews des journalistes de TV Léman Bleu, de GHI et de Radio Cité. Il a pu aussi converser avec M. Frédéric Hohl, député et remercié Madame Elizabeth Boehler, maire du Grand-Saconnex de son soutien dans la réalisation de la Stèle commémorative des Boat People inaugurée en 2006.

En guise de nouvelles genevoises, le 29 avril vont se dérouler les élections genevoises dont M. Pierre Maudet est candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève pour la période 2007-2011. Le Parti Viêt Tân profite de l'occasion pour lui souhaiter une très bonne élection.

La rencontre s'est terminée vers 14 heures par un verre d'amitié offert par le Parti Radical.



La Sûreté Publique empêche les épouses des dissidents de rencontrer Loretta Sanchez

**BEN STOCKING,
ASSOCIATED PRESS
Vendredi 6 avril**

HA NÔI, Vietnam – L'ambassadeur des États-Unis a déclaré vendredi « la police vietnamienne a empêché des épouses de dissidents de venir boire le thé à la maison de l'ambassadeur des États-Unis, créant une situation qui aurait pu dégénérer dangereusement. »

L'Ambassadeur des États-Unis Michael Marine avait également invité la représentante Loretta Sanchez qui, selon la police « a manipulé » les femmes.

Loretta Sanchez, député Démocrate de Californie, qui a critiqué le gouvernement communiste du Viêt Nam, a indiqué que 15 policiers ont entouré deux femmes quand elles sont arrivées à la résidence de l'Ambassadeur des États-Unis, Michael Marine, jeudi soir.

Vendredi, Marine a déclaré qu'il s'était plaint au sujet de l'incident au Vice-premier ministre Pham Gia Khiem, également ministre vietnamien des Affaires étrangères.

Marine : « 15 hommes ont entouré deux femmes, vociférant, saisissant leurs bras et les tirant vivement. Je leur ai dit qu'il est absolument inadmissible que des femmes soient traitées ainsi, où que ce soit. »

Marine a déclaré qu'il avait organisé des réunions semblables dans le passé et en avait toujours informé les autorités vietnamiennes à l'avance, comme il l'a fait cette fois-ci.

Sanchez a déclaré : « L'ambassadeur Marine avait invité cinq femmes en sa rési-

dence, y compris les épouses de quatre dissidents et la mère d'un autre. Trois d'entre elles ont été arrêtées dans le voisinage de Ha Nôi et ne sont jamais arrivées chez l'ambassadeur, et deux ont été refoulées quand elles sont arrivées. »

Parlant aux journalistes à Hà Nôi, Sanchez a indiqué que les policiers - certains en uniforme, d'autres en civil - « en sont venus aux mains avec les femmes. » « Elles étaient incroyablement courageuses. Ils les ont bousculé. »

Parmi les invités au thé figuraient les épouses des dissidents Nguyen Vu Binh, Le Quoc Quan, Nguyen Van Dai de Pham Hong Son. La mère de Le Thi Cong Nhan, avocat des droits de l'homme de Hà Nôi, avait été invitée elle aussi.

Sanchez, qui a déjà demandé par le passé trois fois un visa pour le Viêt Nam, toujours refusé par les autorités vietnamiennes, a dit que certaines des femmes ont été détenues et interrogées dans les commissariats de police locaux quand elles ont quitté leur domicile jeudi pour se rendre à la résidence de l'ambassadeur.

Sanchez : « Des barrages avaient été placés dans les rues près de leurs maisons, »

Le district californien de Sanchez compte beaucoup de réfugiés de l'ancien Viêt Nam du Sud qui ont fui leur patrie après que le Viêt Nam du Nord communiste s'est emparé du pays et après le retrait des troupes des États-Unis, en 1975.

Vendredi, les autorités vietnamiennes accusent Loretta Sanchez d'« interférer dans les affaires internes du Viêt Nam. »



« Malheureusement, Madame Loretta Sanchez n'a jamais eu une attitude objective ou s'est vraiment inquiétée de l'amélioration des relations de Viêt Nam-États-Unis. » a déclaré Le Dung, porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Viêt Nam..

Le Viêt Nam, sous le règne du Parti Communiste, ne tolère pas de remise en cause de sa dominance politique. La semaine dernière un tribunal a condamné un prêtre catholique à huit ans en prison parce qu'il a essayé de créer un groupe pro-démocratie. En mars, deux avocats défenseurs des droits de l'homme ont été emprisonnés et accusés de diffusé de la propagande nuisant à l'état.

Le député Démocrate du Texas Solomon Ortiz mène la délégation des parlementaires américains à Hà Nôi, dit que les relations États-Unis-Viêt Nam deviennent plus serrées, en dépit de leurs différences.

« Aucun mariage n'est parfait, » dit Ortiz. « Il y a hauts et des bas, mais cela ne signifie pas que vous allez au divorce. Vous restez mariés et vous essayez de résoudre vos problèmes. »

La répression contre les défenseurs des droits de l'homme au Viêt Nam « dérange » les Etats-Unis

Mercredi 25 avril

HANOI (AFP)

Les États-Unis trouvent que la répression vietnamienne contre les dissidents est « **dérangante**. » L'ambassadeur des États-Unis déclare ce mercredi que la police l'a empêché pour la seconde fois de rencontrer plusieurs épouses de dissidents.

La récente série d'arrestation lancée par le gouvernement communiste et les procès à venir des dissidents « nuisent aux efforts des États-Unis et du Viêt Nam dans l'amélioration de leurs relations, » dit l'ambassadeur Michael Marine lors d'une conférence de presse. Il qualifie ces arrestations



« La détérioration de la situation occupe une place de plus en plus grande dans notre dialogue, »

Michael Marine, ambassadeur des États-Unis au Viêt Nam

de « dérangeantes pour les États-Unis. »

« La détérioration de la situation occupe une place de plus en plus grande dans notre dialogue, » dit-il, ajoutant que ce problème « a pris une importance telle qu'il nous empêche de discuter d'autre chose. »

Il dit que la Sûreté Publique Vietnamienne a empêché pour la seconde fois, en quelques semaines, une rencontre qu'il avait organisée avec les épouses ou les mères de 5 dissidents, en arrêtant 4 d'entre elles en chemin.

« Une seule d'entre elles, l'épouse de Nguyen Vu Binh [madame Bui Thi Kim Ngan, NDLR] a pu arriver jusqu'à mon domicile. » Nguyen Vu Binh est un journaliste emprisonné.

« Les autres ont été empêchées de venir, certaines ont été convoquées au commissariat pour discussions, d'autres ont été bloquées chez elles par des gens à l'extérieur. »

« Dans un cas, une personne a été interceptée sur le chemin de ma résidence. »



Madame Vu Thuy Ha, épouse du Docteur Pham Hong Son, bloquée devant la résidence de l'ambassadeur des États-Unis le 6 avril 2007.

Vu Thuy Ha, l'épouse du cyberdissident Pham Hong Son qui est assigné à résidence à Hà Nội, dit à l'AFP qu'en route vers la résidence de l'ambassadeur, elle a été impliquée dans un accident de la circulation puis emmenée au commissariat par la police.

« Je me trouvais en face de l'opéra quand deux hommes ont percuté ma motocyclette, » dit-elle. Le lieu de l'accident est à proximité de la résidence de l'ambassadeur.

Elle ajoute : « Immédiatement après l'accident, » dans lequel elle a subi des blessures légères, « des policiers en uniforme m'ont demandé de les suivre jusqu'au commissariat. J'ai été retenue là-bas deux heures sans qu'aucun procès-verbal ne fût établi. »

L'écrivain Tran Khai Thanh Thuy est arrêtée

(Hà Nội-Viet Nam News Network) Selon les informations recueillies auprès de Mlle Do Thuy Tien, la fille de Tran Khai Thanh Thuy, la Sûreté Publique a interpellé sa mère le 21 avril 2007 vers midi, près de la gare routière Gia Lâm. L'interpellation a eu lieu alors que madame Thanh Thuy quittait un cybercafé. Dans l'après midi, les policiers se sont rendus à leurs domiciles pour procéder à une perquisition. L'ordinateur, le scanner, le modem, les téléphones de l'écrivain ont été saisis. A la fin de la perquisition, la Sûreté Publique a lu l'ordre d'arrestation de madame Tran Khai Thanh Thuy, pour « propagande anti-gouvernementale. » Puis les policiers ont obligé la dissidente à signer ce document avant de l'embarquer, menottes aux poignets. Selon des témoins, la dissidente aurait crié « A bas le parti communiste vietnamien » et « A bas la Sûreté Publique qui arrête des gens sans motif. »

L'Association de Protection de l'écrivain Tran Khai Thanh Thuy a vivement réagi depuis Sydney, en Australie. Elle dénonce l'inhumanité des autorités communistes vietnamiennes qui n'ont pas hésité à mettre en prison une dissidente malade. Madame Thanh Thuy bénéficiait d'une hospitalisation à domicile pour le traitement de sa tuberculose et de son diabète. Selon l'association, le traitement médical doit durer 8 mois, or il paraît difficile pour madame Thanh Thuy de pouvoir continuer à recevoir en prison. En interrompant volontairement les soins médicaux, les autorités portent atteinte à la santé de la femme de 47 ans. Quatre jours après l'arrestation de madame Thanh Thuy, son époux, M. Do Ba Tân n'a toujours pas de ses nouvelles.

En février dernier, l'ONG américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a décerné le prix Hellmann/Hammett à madame Tran Khai Thanh Thuy, en compagnie de 7 autres dissidents vietnamiens. Ce prix est destiné à honorer les écrivains qui militent pour les droits de l'homme.

Depuis le déclenchement de la campagne de répression contre les dissidents vietnamiens le 17 février, les relations américano-vietnamiennes se sont tendues au fur et à mesure des arrestations et condamnations des opposants politiques. Plusieurs poids lourds de la classe politique américaine, Démocrates comme Républicains, ont réagi fermement en écrivant aux autorités vietnamiennes pour demander la libération immédiate des dissidents arrêtés. C'est le cas de John McCain, Madeleine Albright, John



Kerry ou encore Edward Kennedy.

Le 19 avril, le député Christopher Smith a présenté à la Commission

des Affaires étrangères américain une proposition de résolution condamnant le gouvernement vietnamien pour ses violations des droits de l'homme. Cette résolution devrait passer au vote du Congrès prochainement.

Les désaccords entre Washington et Hà Nội surviennent à quelques semaines du voyage officiel de Nguyen Minh Triet, président du Viêt Nam, aux Etats-Unis du 18 au 22 juin.

Liberté religieuse: réinscription du Vietnam sur la liste noire recommandée

WASHINGTON, 2 mai 2007 (AFP) La Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF), une agence gouvernementale, a recommandé mercredi à la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice de remettre le Vietnam sur la liste noire des pays qui violent les libertés religieuses.

"Nous recommandons que le Vietnam soit de nouveau inscrit en 2007 sur la liste des pays suscitant de l'inquiétude", a déclaré l'USCIRF à l'occasion de la publication de son rapport annuel. Elle a justifié cette recommandation par "la récente détérioration des droits de l'Homme au Vietnam et par la poursuite des abus et des restrictions concernant la liberté religieuse".

Le Vietnam avait été retiré de cette liste du département d'Etat américain en novembre 2006, à la veille de la visite du président George W. Bush à Hanoi pour un sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).



La classe politique internationale continue de condamner Le Viêt Nam

Devant la poursuite de la campagne de répression contre la dissidence vietnamienne, la classe politique internationale continue à se mobiliser en faveur des opposants arrêtés. Des élus de différents pays écrivent aux autorités vietnamiennes pour réclamer la libération des prisonniers de conscience. Nous vous proposons de faire un tour d'horizon, par ordre chronologique, de ces prises de position, indispensables pour freiner la campagne de répression de Hà Nội.

Question du député Pierre Lemieux au Parlement canadien

30 mars 2007

Monsieur le Président, aujourd'hui j'attire l'attention du Parlement sur une évolution inquiétante en République Socialiste du Viêt Nam car un homme innocent s'apprête à répondre à l'accusation d'avoir exercé ses libertés religieuses et politiques les plus fondamentaux.

Le père Nguyen Van Ly, prêtre catholique vietnamien, déjà condamné dans le passé à plus de 10 ans de prison pour avoir fourni un témoignage sincère à une commission du Congrès des États-Unis qui enquêtait sur la situation des droits de l'homme au Viêt Nam. À la fin de ce mois-ci, il sera au banc des accusés pour d'autres charges encore plus mensongères.

La situation des dissidents et de ceux qui militent pour un changement politique est désespérée. Les opposants au régime sont régulièrement arrêtés, emprisonnés après des procès où leurs droits fondamentaux sont ignorés. Les minorités religieuses sont persécutées pour leur croyance. Le père Ly en est la dernière victime.



Pierre Lemieux

J'appelle le gouvernement vietnamien à autoriser la présence d'observateurs indépendants pendant le procès du père Ly et à permettre à celui-ci de se choisir un avocat.

Le gouvernement à Sài Gòn doit respecter les libertés fondamentales. Le nouveau gouvernement canadien sera toujours du côté des droits de l'homme et des libertés ; il le fera avec fierté.



House of Commons Debates

39th PARLIAMENT, 1st SESSION

EDITED HANSARD • NUMBER 132

CONTENTS

Friday, March 30, 2007

Mr. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, CPC):

Mr. Speaker, I rise today to draw the attention of the House to a disturbing development in the Social Republic of Vietnam where an innocent man is about to face prosecution for exercising his basic religious and political freedoms.

Father Nguyen Van Ly, a Vietnamese Roman Catholic priest, was previously sentenced to more than a decade in prison for giving candid testimony to a subcommittee of the United States Congress on the dire human rights situation in Vietnam. Later this month he will again stand in the dock on yet more fabricated charges.

The situation for political reformers and dissidents in Vietnam is dire, with opponents of the regime being routinely rounded up, imprisoned and denied the basic right of due process. Religious minorities are being persecuted for their beliefs. Father Ly is the latest victim of this.

I call upon the Vietnamese government to allow independent foreign observers to monitor Father Ly's trial and to allow Father Ly to choose his own attorney.

The government in Saigon needs to respect fundamental freedoms. Canada's new government will always stand on the side of human rights and freedoms, and it will do so proudly.



Le député australien Bernie Ripoll écrit au Premier ministre vietnamien

30 mars 2007

Monsieur le Premier ministre,

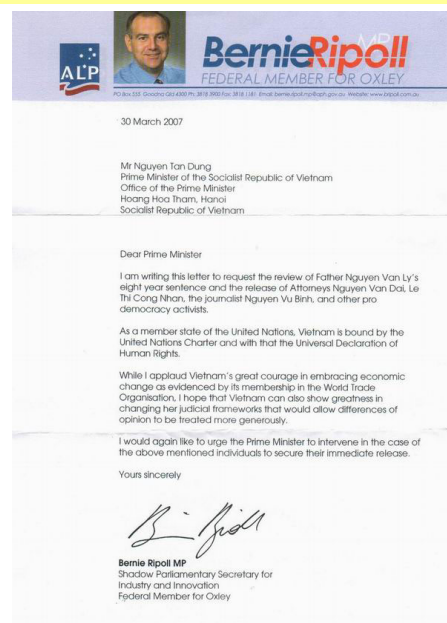
Je vous écris cette lettre pour vous demander de bien vouloir réviser la sentence de 8 ans de prison pour le père Nguyen Van Ly, et de relâcher les avocats Nguyen Van Dai, Le Thi Cong Nhan, le journaliste Nguyen Vu Binh et les autres militants pour la démocratie.

En tant qu'état-membre des Nations Unies, le Viêt Nam est lié par la Charte des Nations Unies et, de ce fait, par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Tandis que j'applaudis le grand courage du Viêt Nam dans son virage économique, prouvé par son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, j'espère que le Viêt Nam est également capable de montrer sa grandeur en changeant son système judiciaire qui permettrait aux opinions divergentes d'être traitées plus généreusement.

Je vous prie à nouveau, monsieur le Premier ministre, d'intervenir dans les cas individuels mentionnés plus haut pour assurer leur libération immédiate.

Cordialement,
Bernie Ripoll



Le sénateur australien Gary Humphries écrit au Premier ministre vietnamien

3 avril 2007

Monsieur le Premier ministre,

Je vous ai écrit plusieurs fois au sujet des intolérables violations des droits de l'homme au Viêt Nam.

Je suis extrêmement déçu de devoir vous écrire à nouveau à propos de l'incarcération du père Tadeus Nguyen Van Ly et de quatre autres militants pro démocratie, M. Nguyen Phong, M. Nguyen Binh Thanh, Mlle Hoang Thi Anh Dao et Mlle Le Thi Le Hang.

Je suis horrifié de voir le père Ly bâillonné dans la salle d'audience par vos policiers.

Durant le sommet des pays de l'APEC, votre gouvernement a fait de gros efforts pour montrer des progrès dans le domaine des droits de l'homme. Il apparaît également que l'OMC a été dupée par votre bilan sur les droits de l'homme en admettant le Viêt Nam dans cette prestigieuse organisation.

Je crois que tous les cinq sont des prisonniers d'opinion, incarcérés injustement pour s'être courageusement dressés pour les droits de l'homme et la liberté d'expression au Viêt Nam.

J'ai conscience que le Viêt Nam est signataire de

la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ayant cela en tête, je demande humblement au Viêt Nam de cesser toute répression politique, religieuse et sociale qui viole et dégrade lamentablement la situation des droits de l'homme dans votre pays.

Le Viêt Nam peut montrer positivement son engagement aux obligations de respect des droits de l'homme en libérant immédiatement le père Tadeus Nguyen Van Ly, M. Nguyen Phong, M. Nguyen Binh Thanh, Mlle Hoang Thi Anh Dao et Mlle Le Thi Le Hang.

Je vous en prie, ne trahissez pas la confiance que tant de gens ont placé dans le Viêt Nam.

Gary Humphries



Les sénateurs Edward Kennedy et John Kerry écrivent à la Secrétaire d'Etat Rice



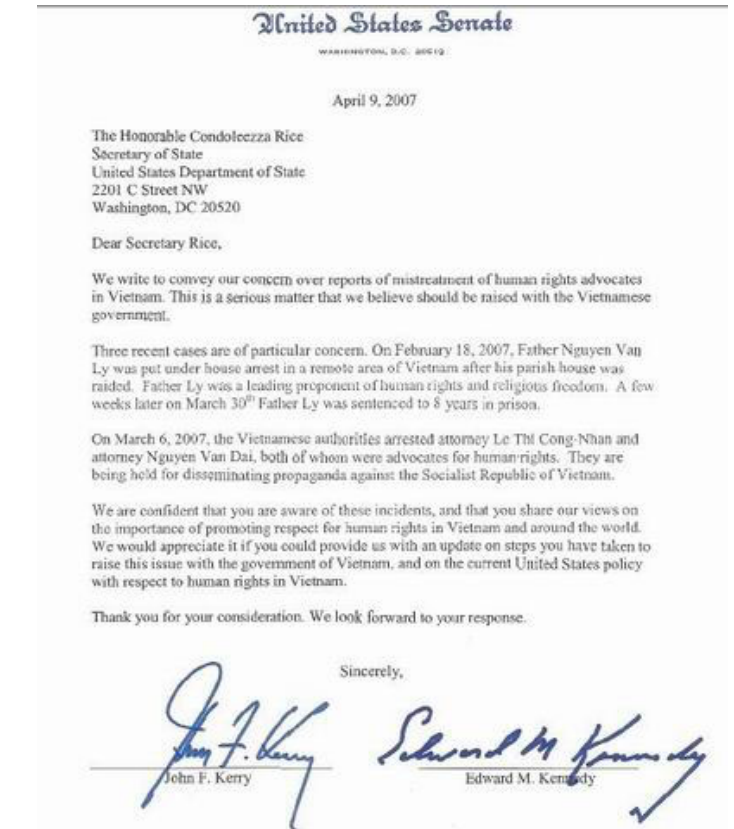
Madame la Secrétaire d'Etat Rice,

Nous vous écrivons pour exprimer notre souci à propos des violations des droits de l'homme perpétrées contre les militants au Viêt Nam. C'est un problème sérieux dont nous pensons qu'il faudrait l'aborder avec le gouvernement vietnamien.

Trois récents cas sont particulièrement préoccupants. Le 18 février 2007, le père Nguyen Van Ly, alors en assignation à résidence, a été déplacé dans une région isolée après la perquisition de son domicile. Le père Ly est un célèbre dissident pour la liberté religieuse et les droits de l'homme. Quelques semaines après, le père Ly a été condamné à 8 ans de prison le 30 mars.

Le 6 mars 2007, les autorités vietnamiennes ont arrêté les avocats Le Thi Cong Nhan et Nguyen Van Dai. Tous deux sont des militants pour les droits de l'homme. Ils sont emprisonnés pour avoir diffusé de la propagande contre la République Socialiste du Viêt Nam.

Nous sommes confiants dans le fait que vous êtes déjà au courant de ces incidents, et que vous partagez nos points de vue sur l'importance de la promotion du respect des droits de l'homme au Viêt Nam et à travers le monde. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous fournir les éléments des démarches que vous avez entrepris pour



soulever cette question avec le gouvernement vietnamien, ainsi que la politique actuelle des Etats-Unis pour que les droits de l'homme soient respectés au Viêt Nam.

Nous vous remercions de votre attention. Nous attendons avec intérêt votre réponse.

Cordialement,

Edward Kennedy & John Kerry

Madeleine Albright, Vin Weber et John Mc Cain protestent auprès du président vietnamien

12 avril 2007

Votre Excellence,

Nous sommes respectivement les présidents du National Endowment for Democracy (NED), National Democratic Institute (NDI) et International Republican Institute (IRI), trois organisations basées à Washington, DC, dont l'encadrement compte de grands hommes d'affaires, d'actuels ou d'anciens membres du Congrès, de chercheurs indépendants

et d'autres américains distingués.

Nous sommes choqués et outrés d'apprendre l'arrestation de l'avocat Lê Quốc Quân le 8 mars, très peu de temps après son retour au Viêt Nam, après avoir suivi 5 mois de formation au sein du NED. Cette formation fait partie des programmes d'échanges fondés par le Congrès des Etats-Unis avec une garantie du Département d'Etat, et qui a déjà reçu les étudiants et stagiaires de plus de 50 pays depuis sa création il y a 6 ans.





Durant son stage, Lê Quốc Quân a effectué des travaux indépendants sur la société civile. Avec son intégrité, sa passion pour assister les pauvres, et son implication dans le développement et la croissance du Viêt Nam, Quân a impressionné tous ceux qui l'ont rencontré. Tout au long de son cursus, Lê Quốc Quân a toujours été un remarquable représentant du Viêt Nam et de son peuple, liant amitié avec de nombreuses personnes et donnant une très bonne image de son pays. Le National Endowment for Democracy est honoré de l'avoir accueilli.

Nous ne pouvons pas exprimer davantage notre préoccupation sur l'arrestation de Quân et sur les nuages noirs que la poursuite de sa détention attire au-dessus de votre pays et sur les perspectives de relations plus étroites entre nos pays. Nous vous demandons de faire tout le nécessaire pour sa libération rapide.

Nous attendons une réponse rapide à cette lettre.

Madeleine Albright & Vin Weber & John Mc Cain

April 12, 2007

His Excellency Nguyễn Minh Triết
President, Socialist Republic of Vietnam
c/o Embassy of the Socialist Republic of Vietnam
1233 20th Street, NW, Suite 400
Washington, DC 20036

Your Excellency:

We are the Chairs of, respectively, the National Endowment for Democracy (NED), the National Democratic Institute (NDI), and the International Republican Institute (IRI), three organizations based in Washington, D.C., whose directors include prominent businessmen, current and former members of Congress, independent scholars, and other distinguished Americans.

We are shocked and outraged to learn of the March 8 arrest of lawyer Lê Quốc Quân very shortly after his return to Vietnam, following completion of a five-month fellowship in residence at NED. The fellowship is part of an exchange visitor program funded by the U.S. Congress through a grant from the Department of State that has brought outstanding scholars and practitioners from over 50 countries since its inception six years ago.

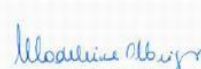
During his fellowship at NED, Lê Quốc Quân pursued independent research on civil society. Quân impressed all who met him with his integrity, passion for assisting the poor, and commitment to assisting Vietnam's growth and development. Throughout his fellowship, Quân was an outstanding representative of Vietnam and its people, winning many friends and bringing great credit to his country. The National Endowment for Democracy is honored to have hosted him.

We cannot emphasize strongly enough our deep concern over Quân's arrest and the dark cloud that his continued detention casts over the image of Vietnam and the prospects for improved ties between our countries. We call upon you to make all necessary arrangements for his swift release.

His Excellency Nguyễn Minh Triết
April 12, 2007
Page 2

We look forward to receiving a prompt response to this letter.

Sincerely yours,


Madeleine Albright
NDI


Vin Weber
NED


John McCain
IRI

Philippe Monfils questionne le ministre des Affaires étrangères belge sur « les violations des droits de l'homme par le Viêt Nam »

COMPTE RENDU INTEGRAL
COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES
Mardi 24-04-2007—Après-midi

Philippe Monfils (MR): Monsieur le président, depuis plus de 30 ans, le Viêt Nam est une république communiste à parti unique. En développant une économie libérale et en détenant le taux de croissance le plus important de l'Asie du sud-est, le Vietnam s'est évidemment imposé dans la communauté internationale comme un État respectable. Ses bons résultats lui ont d'ailleurs valu, tout récemment, en janvier 2007, de devenir membre de l'OMC. Telle est la partie éclairée du tableau.

Malheureusement, derrière cela se cachent encore de trop nombreuses persécutions. De telles persécutions politiques et religieuses ainsi que les violations des droits de l'homme commises par les autorités communistes vietnamiennes sont, dans ce pays, quotidiennes. Depuis plusieurs mois, un véritable mouvement de résistance s'est instauré au Vietnam. Ce mouvement est composé d'une centaine de mili-

tants dont le principal objectif est d'instaurer la démocratie dans leur pays. Huit de ces dissidents ont reçu en janvier dernier le prix Hellman Hammett par l'organisation de défense des droits de l'homme pour leur courage face à cette répression.



Le gouvernement communiste n'apprécie pas ce mouvement et empêche celui-ci d'exercer ses activités en interdisant notamment la publication de leur journal indépendant. Il est pourtant essentiel lorsqu'on fait de la politique de pouvoir utiliser un média. Une véritable chasse aux sorcières contre ces dissidents a été lancée par le gouvernement communiste. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et d'autres, temporairement à l'étranger, appréhendent d'être écroués dès leur retour.

Cette répression est inacceptable. Dès lors, mes questions sont les suivantes.

M. le ministre pourrait-il prendre contact avec ses collègues européens afin de les sensibiliser à la question de la démocratisation du Viêt Nam, afin qu'un véritable mouvement européen de soutien aux dissidents se mette en place?

M. le ministre pourrait-il, lors de ses contacts avec les autorités diplomatiques vietnamiennes, souligner l'importance du respect par ce pays de la Déclaration universelle des droits de l'homme et demander la fin de la persécution des militants pour la démocratie du Vietnam.

Je remercie le représentant du ministre, M. le secrétaire d'État, de me répondre à sa place.

Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État:

Monsieur le président, depuis quelques mois, on a pu constater qu'après une période où les réactions officielles étaient limitées à un harcèlement des militants des droits de l'homme, les arrestations et procédures judiciaires se sont multipliées spécifiquement depuis la mi-février 2007.

Ceci est probablement lié aux élections parlementaires vietnamiennes qui se dérouleront au mois de mai prochain. La troïka des ambassadeurs de l'Union

européenne a déjà effectué plusieurs démarches en faveur des dissidents, en exprimant sa préoccupation face à cette évolution négative.

Des diplomates de l'Union européenne et d'autres pays étrangers, ainsi que des médias internationaux, ont été autorisés pour la première fois à assister à un procès de militants des droits de l'homme, le 30 mars à Hue où de lourdes sentences ont frappé plusieurs d'entre eux, dont le père Nguyen van Ly.

Les États membres de l'Union européenne, dont la Belgique, suivent cette situation avec préoccupation et ne manquent pas, à l'occasion de leurs contacts avec le gouvernement vietnamien, d'exprimer leur désaveu face à ces mesures répressives et de réclamer qu'il y mette fin, en insistant sur l'importance du respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Philippe Monfils (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour cette réponse qui me satisfait.

J'espère que, lors de la prochaine législature, le gouvernement aura à cœur de continuer à maintenir la pression sur le Vietnam pour l'amener à concevoir la démocratie citoyenne plutôt que le monolithisme politique qui, actuellement, bloque et détruit toute possibilité de démocratie au Viêt Nam.

Le soutien par les vêtements du ministre australien de la justice Michael Atkinson



Michael Atkinson, ministre de la Justice, s'est rendu au parlement fédéral le 2 mai 2007 en revêtant d'un T-Shirt avec la photo du père Nguyen Van Ly bâillonné au cours de son procès. Le ministre a expliqué à ses pairs et aux médias qu'il veut attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme au Viêt Nam. Après la séance parlementaire, Michael Atkinson a été rejoint par quelques membres de la communauté vietnamienne d'Australie. Sur la banderole, il est écrit : « **Soutenons les dissidents.** »

35 grèves en 3 mois au Viêt Nam

Selon les journaux officiels du Viêt Nam, plus de 35 grèves se sont produites durant le premier trimestre de 2007. Les grèves éclatent principalement dans les zones industrielles de Dong Nai et Binh Duong et touchent surtout les entreprises à capitaux étrangers. Les autorités vietnamiennes disent que les grévistes protestent contre le bas niveau des salaires, le retard dans leur paiement, les horaires à rallonge, les mauvaises conditions de travail.

La dernière grève date du 12 avril. Elle a rassemblé 700 ouvriers de la société à capitaux taiwanais Quinmax, à Huê. La principale revendication des grévistes concerne les bas salaires. Selon la législation vietnamienne, les ouvriers travaillant à la chaîne dans les usines à capitaux étrangers doivent percevoir un salaire minimal mensuel de 760 000 dong (38 euros). Les ouvriers se sont révoltés lorsqu'ils ont appris que seuls le personnel de la direction et les agents de maîtrise avaient reçu des augmentations de salaires. Ils se plaignent également de l'absence de protection sociale et des sanctions disciplinaires arbitraires qui donnent lieu à de multiples retenues sur salaires. Selon les ouvriers, aller aux toilettes, parler aux collègues sur la chaîne de travail, et même bailler sont motifs à retenues sur salaires. Les ouvriers disent que sur un an, ils peuvent perdre ainsi jusqu'à un mois de salaire.

Le 11 avril, Nguyen Thi Ly et Le Thi Tan, deux ouvrières de l'usine japonaise Canon de la zone industrielle Dong Anh, dans la banlieue de Hà Nội, ont été enchaînées à leur poste de travail par leur contremaître. Peu auparavant, Ly et Tan avaient déposé leur démission pour motifs personnels. Avant de quitter l'usine, elles avaient demandé à deux

collègues d'assurer leur remplacement. Ly et Tan ont été rattrapées par les agents de sécurité de l'établissement alors qu'elles franchissaient les grilles de l'entreprise. Ramenées sur la chaîne de production, elles ont été enchaînées à leur poste par leur contremaître, madame Nguyen Thi Thanh. Scandalisées, les ouvrières témoins de la scène se sont rassemblées autour de la contremaître pour protester contre ces méthodes et délivrer les deux malheureuses. Certaines ont même pris des photos avec leur téléphone mobile. Devant le mécontentement du personnel et craignant un effet de contagion, la direction a décidé de s'excuser publiquement le lendemain et de dédommager Ly et Tan de 500 000 dong chacune (40 euros). La contremaître zélé a été mise à pied.

Le matin du 5 mars, 3600 ouvriers, soit la moitié de l'effectif de la société japonaise Mabuchi dans la zone industrielle Bien Hoa 2 se sont mis en grève. Dans l'après-midi, l'autre moitié de l'effectif a rejoint le rang des grévistes. Les ouvriers protestent contre les méthodes d'évaluations de la direction, ou plutôt l'absence de méthode qui conduit à l'attribution des bonus « à la tête du client ». Les ouvriers se plaignent également des conditions de versement de la prime d'ancienneté. Selon leur contrat de travail, les ouvriers doivent recevoir une prime mensuelle de 25000 dong (1,2 euros) par année d'ancienneté. Mais dans les faits, les ouvriers ne reçoivent que la moitié de cette prime, soit 12000 dong (60 centimes), et seulement au bout de 7 ans d'ancienneté. Les ouvriers de Mabuchi disent qu'une seule absence pour maladie dans l'année conduit à la suppression de leur prime.

Que fait le syndicat officiel ?



Le point commun de toutes ces grèves est leur spontanéité. Elles ne sont pas le fait d'un mot d'ordre syndical car le syndicat unique et autorisé, la Confédération Générale du Travail du Viêt Nam (CGTV), se fait remarquer par son absence. Parfois appelée à la rescousse pour résoudre un conflit après le déclenchement de la grève, la CGTV ne se montre capable ni de défendre les salariés, ni de satisfaire le patronat. Les autorités vietnamiennes sont trop dépendantes des capitaux étrangers. Elles ne peuvent pas prendre le risque de défendre leurs travailleurs au risque de mécontenter les investisseurs internationaux. La situation de la CGTV est similaire. Elle n'ose pas prendre le parti des travailleurs exploités car, de l'avis même de certains analystes vietnamiens, se serait amorcer la création d'un possible mouvement populaire qui menacerait à terme la suprématie du Parti Communiste. La CGTV ne peut pas soutenir ouvertement le patronat, donc indirectement le gouvernement, et attirer ainsi la bienveillance des investisseurs car, dès lors, que resterait-il de son image de défenseur des ouvriers ? Prise entre le marteau et l'enclume, la CGTV se contente de faire le dos rond et de diffuser des vœux pieux comme : « *les travailleurs et le patronat doivent ensemble trouver en terrain d'entente.* » Les slogans des années 80 comme « *défense des droits des travailleurs* » ou « *soutien à la classe ouvrière* » semblent avoir totalement disparu du vocabulaire de la CGTV.

Un Viêt Nam Pas Si Nouveau

30 mars 2007

Le mouvement pour la démocratie au Vietnam marquera bientôt l'anniversaire d'un manifeste et la naissance d'un nouveau mouvement de défense des droits de l'homme. Très naturellement, Hà Nội marque l'événement en arrêtant des militants, dont cinq doivent comparaître devant le tribunal aujourd'hui. L'ouverture économique du Vietnam tant annoncée peut bien se poursuivre rapidement, dans le domaine politique rien n'a changé chez les chefs du parti communiste.

Cette histoire commence voici un an, alors que le Vietnam était sur le point d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce et se préparait à accueillir en novembre le sommet de la Coopération Économique Asie-Pacifique. Pour améliorer son image internationale avant la visite du Président Bush et d'autres personnalités du monde entier pour la réunion de l'APEC, le gouvernement relâcha doucement son étreinte sur ses adversaires politiques.

Les dissidents ne tardèrent pas à en tirer avantage. Le 6 avril, 116 personnes signèrent une lettre ouverte exigeant la fin du parti unique et encourageant les partis clandestins à se montrer en pleine lumière. Puis, le 8 avril, fut publié un manifeste exigeant des libertés fondamentales pour les vietnamiens. Nous en réimprimons des extraits.

L'année dernière, la lettre et le manifeste suscitèrent un grand mouvement pour la démocratie, connu sous le nom de « bloc



THE WALL STREET JOURNAL.

© 2000 Dow Jones Company, Inc. All Rights Reserved.

8406 ». Le message au gouvernement communiste était clair : Le Viêt Nam peut bien avoir encore un gouvernement à parti unique, ce n'est plus un pays à parti unique.

Une fois acquise l'accession à l'OMC, une fois repartis chez eux les participants étrangers à l'APEC, la répression s'abattit le 16 février, à la veille des vacances du Têt. Le harcèlement du gouvernement frappa des membres de groupes tels que l'*Alliance pour les Droits de l'Homme et la Démocratie au Viêt Nam*, du *Parti Populaire Démocrate* et du *Comité pour les Droits de l'Homme au Viêt Nam*. On dit qu'un pasteur protestant, Nguyen Cong Chinh, et son épouse furent battus par la police avant qu'il fût arrêté. Dans certains cas les dissidents ne furent tenus et interrogés que durant quelques heures. D'autres furent emprisonnés et le restent encore. Certains sont assignés à résidence. Beaucoup furent « seulement » menacés de poursuites. Plusieurs disparurent, dont on ignore le sort.

Le comportement indigne de Hà Nội a même ému les États-Unis. Le Quoc Quan fut arrêté le 8 mars, quatre jours après son retour au Viêt Nam, alors qu'il venait de la Fondation Nationale pour la Démocratie à Washington, D.C, où il avait effectué une recherche sur le rôle de la société civile dans les démocraties naissantes. le Président Carl Gershman a déclaré sur le site Web de la N.E.D. « C'est une insulte profonde faite aux États-Unis que le régime vietnamien harcèle quelqu'un de cette façon alors qu'il a juste participé à un pro-

gramme de discussions entre citoyens soutenu par le Congrès des États-Unis et le Département de l'État. »

L'église catholique est également frappée. Lors de la répression de février, la cure d'un prêtre catholique a été mise à sac, celle du père Nguyen Van Ly, 60 ans, un des fondateurs du bloc 8406. Le père Ly fut transféré dans une paroisse rurale distante en attendant son procès ; il fait partie des cinq accusés qui feront face à la « justice » vietnamienne aujourd'hui. Parmi les autres, dont les noms figurent ci-après, se trouve une femme de 21 ans, un professeur et un électricien.

La répression politique est une vieille manie pour le gouvernement vietnamien. Mais la dernière vague d'arrestations est différente parce qu'elle suit une année où Hà Nội essaya de présenter le « nouveau » Viêt Nam au monde extérieur. Et là réside peut-être le côté positif de cette histoire : puisque Hà Nội est de plus en plus sensible à son image vis à vis de l'étranger -- et parce qu'elle recherche l'investissement étranger -- le monde libre dispose d'un moyen de pression considérable. L'histoire récente montre que Hà Nội est sensible à la pression internationale.

En 2004, Hà Nội fut embarrassée que Washington inscrivît le Viêt Nam sur la liste des « pays particulièrement préoccupants » pour non respect des libertés religieuses. Le gouvernement atténua ses attaques les plus choquantes contre la religion telles que le renoncement à la foi imposé à des croyants et l'interdiction



de maison-églises ; il alla même jusqu'à signer un accord avec les États-Unis en mai 2005 dans lequel il promit de bien se comporter. Comme récompense, le Viêt Nam fut retiré de la liste peu avant le sommet de l'APEC de l'année dernière.

Les leaders du monde s'intéressent à nouveau activement à la situation difficile des dissidents du Viêt Nam. La Secrétaire d'État Condoleezza Rice souleva la question au cours des réunions récentes à Washington avec le ministre des affaires étrangères du Viêt Nam. Un groupe de membres du Congrès des États-Unis appartenant aux deux partis présenta une résolution conditionnant les liens avec le Viêt Nam à son « adhésion à la règle de la loi et à son respect des libertés religieuses et d'expression. »

En Europe, un groupe de parlementaires suédois voyagea récemment au Viêt Nam, et y rencontra des membres de familles

de certains des dissidents emprisonnés. Quand une délégation du Vatican visita le Viêt Nam ce mois-ci, son chef évoqua avec des fonctionnaires le problème du père Ly. En Europe, les militants défenseurs des droits de l'homme rapportent l'inquiétude de certains membres du Parlement européen à Bruxelles. La seule grande organisation internationale qui semble indifférente est celle des Nations Unies ; le Viêt Nam reste nommé pour 2008-09 à un siège tournant au Conseil de sécurité.

Cette semaine le gouvernement de Hà Nội a cédé à la pression sur au moins un point, annonçant qu'il cessera d'assigner à résidence, sans procès et indéfiniment, des dissidents. Le gouvernement avait privilégié cette méthode depuis qu'il avait efficacement isolé les fauteurs de troubles politiques tout en évitant la publicité d'un procès. La nouvelle politique semble être le résultat

des pressions extérieures. Une analyse faite par le gouvernement en septembre aurait conclu que cette méthode « a montré beaucoup de limites dans le contexte de l'intégration internationale récente. »

Les cinq démocrates qui sont jugés aujourd'hui sont accusés de menacer l'État vietnamien car ils exigent le respect des droits que les citoyens des pays libres considèrent comme acquis. Ces dissidents et tous les vietnamiens épris de liberté méritent le soutien du monde libre.



Réponse aux attaques menées contre le parti Viêt Tân par les médias officiels du régime vietnamien

1^{er} avril 2007

Durant ces derniers jours, les autorités communistes vietnamiennes ont diffusé dans les médias sous leur contrôle une série d'articles diffamant le parti Viêt Tân. Ces articles mélangent des faits très déformés et beaucoup d'autres faits créés de toute pièce. Un de ces articles, en anglais, est apparu sur le site web de Vietnamnews. Il s'intitule : « Un groupe terroriste réactionnaire se camoufle derrière le masque de la démocratie. »

Bien que ce ne soit pas la première fois que les autorités tentent de discréditer le parti Viêt Tân, cette campagne diffamatoire survient alors que les autorités

de Hà Nội sont confrontées à un mouvement démocratique populaire qu'elles ne parviennent pas à exterminer totalement.

Les objectifs de ces articles peuvent être résumés ci-après :

1) Présenter le parti Viêt Tân comme une organisation terroriste alors même que c'est le régime communiste qui terrorise son propre peuple depuis plus d'un demi-siècle.

Comme c'est écrit dans l'histoire du parti Viêt Tân, dans le contexte de la guerre froide du début des années 1980, nos fondateurs ont dû prendre les armes pour se défendre contre l'armée du régime communiste. Mais la révolution armée n'a jamais été

l'objectif de notre parti. Depuis le début, Viêt Tân s'est engagé à amener le changement politique par des moyens populaires et pacifiques.

En vietnamien, l'union des mots « **Viêt Nam** » et « **Canh Tân** » qui forment le nom de notre parti signifie des réformes en profondeur pour le développement. Notre but ultime est de reconstruire la nation qui a souffert trop longtemps d'un système politique et économique arriéré. Le rêve d'instaurer la démocratie et de guérir les maux infligés par les années de dictature ne peut pas être réalisé par la violence. Nous croyons fermement à la force du peuple à travers la lutte non violente. C'est l'unique arme





Do Hoang Diem

du Viêt Tân et du mouvement démocratique en général.

Comme la plupart des dictatures, l'impossibilité de contrer la résistance pacifique de la population constitue le talon d'Achille du régime communiste vietnamien, malgré la puissance et les moyens de leurs forces de sécurité.

2) Semer la zizanie parmi les organisations pro démocratie en attribuant au parti Viêt Tân des activités réelles et inventées.

Le Viêt Nam en 2006 a connu des grèves sans précédent, la naissance d'un large mouvement démocratique et populaire appelé Bloc 8406, l'avènement d'une Alliance pour la Démocratie et des Droits de l'Homme et la création de nombreux groupes politiques non autorisés par le régime. Cette société civile naissante est le résultat de nombreux efforts des individus et organisations dont Viêt Tân fait partie. Nombre d'entre nous avons payé un prix élevé pour avoir fait le premier pas vers le pluralisme, que le régime communiste le veuille ou non.

En affirmant que toutes ces activités ont été orchestrées par

Viêt Tân, le régime espère amener la jalousie et la séparation parmi les forces démocratiques. Nous sommes persuadés que la brûlante aspiration commune pour la démocratie et les droits de l'homme dans les rangs des militants balayera ces tactiques. Viêt Tân respecte fortement les efforts individuels de chaque groupe pro démocratie, et est toujours prêt à trouver de nouveaux alliés.

Par ailleurs, les médias officiels ont essayé de semer le doute parmi les groupes pro démocratie en liant Viêt Tân aux activités que nous rejetons totalement. Par exemple l'accusation selon laquelle le parti Viêt Tân aurait présenté des candidats déguisés pour les prochaines élections législatives en mai 2007, un scrutin où tous les candidats doivent recevoir l'approbation du Parti Communiste. Une fois encore, l'objectif du Viêt Tân est d'instaurer une vraie démocratie, pas de permettre au régime communiste de légitimer son système à parti unique dans le pays. Pour cette raison, via ses publications, sa radio qui diffuse quotidiennement vers le Viêt Nam et ses membres sur le terrain, le parti Viêt Tân appelle à la désobéissance civique durant cette « élection. » Nous encourageons les citoyens à voter blanc ou bien à écrire directement sur les bulletins le nom du candidat qu'ils souhaitent, en dehors des candidats officiels présentés par le Parti Communiste.

3) Inciter Viêt Tân à reconnaître ses activités et ses membres à l'intérieur du Viêt Nam.

Depuis que notre parti s'est fait connaître au grand jour le 19

septembre 2004, les forces de sécurité d'Hà Nội ont redoublé d'efforts pour traquer nos membres et notre réseau. À cause de la répression sévère menée par le régime communiste contre tous les groupes d'opposants politiques, les membres du Viêt Tân doivent opérer clandestinement, malgré leurs activités non-violentes. Lorsque l'opportunité se présentera, le parti Viêt Tân agira publiquement pour défier pacifiquement la dictature. En attendant, notre organisation ne tombera pas dans le piège du régime qui veut nous pousser à reconnaître nos projets ou nos membres.

Vivant sous le joug du Parti Communiste, le peuple vietnamien est le témoin quotidien de la perversion linguistique du régime. Comme sous l'époque de Staline, les dirigeants religieux, les cyber-dissidents et les journalistes sont aisément étiquetés de terroristes ou bien d'espion à la solde de l'étranger. Les prisonniers politiques sont appelés des prisonniers de droits communs ou des malades mentaux. Et le système à parti unique est appelé « démocratie centralisée. »

Les membres du Viêt Tân sont fiers d'unir leurs efforts avec les Vietnamiens de l'intérieur et du monde entier dans cette difficile quête pour un Viêt Nam démocratique et équitable. Nous tenons les dirigeants du Parti Communiste Vietnamien pour responsables directs de la terreur actuelle et nous les accusons de « se camoufler derrière le masque de la démocratie. »

Do Hoang Diem
Président du Viêt Tân

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

